



Message du Directeur national

Nouvelle très décevante que celle de l'exclusion du nucléaire par le gouvernement du Canada dans son *Cadre des obligations vertes*! Ce cadre a été élaboré sans consultation. Il est en porte-à-faux avec d'autres récentes taxonomies de la finance verte; et il n'est pas fondé sur la science. Mais surtout, il contredit le soutien précieux, les éloges et le leadership que le gouvernement fédéral montre de nos jours à l'égard des petits réacteurs modulaires.



Bob Walker
Directeur national, CCTN

Mais ne nous attardons pas, concentrons-nous sur les urgences de l'heure. Pour répondre aux demandes toujours croissantes d'énergie, le monde utilise de vastes quantités de combustible fossile. Le défi est d'adopter, et vite, des sources d'énergie peu émettrices, et nous savons que les renouvelables ne suffisent pas à elles seules. Donc, le nucléaire est un must dans notre avenir énergétique et écologique.

Le Canada doit poursuivre ses efforts de décarbonation et planifier de nouvelles productions pour répondre à la demande imminente côté électrification. Pour cela, nous aurons besoin d'une quantité ahurissante de production non émettrice. Il nous faut donc continuer de revoir nos prévisions de la demande et commencer dès à présent à planifier la construction de nouvelles installations.

Alors, qu'est-ce qui nous arrête? Le soutien, et il est large, est là pour le nucléaire au Canada. Nous avons plus de 70 ans d'expérience dans une technologie nucléaire que nous avons développée chez nous. Le nucléaire est propre, fiable; il crée des emplois de haute qualité; il produit des isotopes utilisés en médecine et dans l'industrie.

La technologie nucléaire rend de bons et loyaux services au Canada. Mais l'idéologie antinucléaire est très répandue. Certes, il est bon de soulever questions et préoccupations, mais il faut que ce soit fait ouvertement et honnêtement.

Un candidat à la prochaine élection provinciale de l'Ontario m'a demandé ce que le CCTN recherche. Nous voulons, lui ai-je répondu, que les décideurs présentent ouvertement le nucléaire comme une substantielle source d'électricité propre et fiable, qui a sa part dans la solution des défis climatiques; nous voulons que leurs discussions soient basées sur des faits.

Si on s'en tient aux faits, le nucléaire est de lui-même éloquent. Pressé de donner une réponse plus précise, j'ai indiqué que nous aimerions voir la construction de nouvelles centrales nucléaires.

Obstacle majeur, les gens qui voient l'importance du nucléaire ont tendance à partager le message entre eux. Nous savons que le secteur peut produire en abondance de l'électricité à zéro émission de CO₂, mais il nous faut approcher les écologistes, avoir avec eux une discussion honnête. Les questions et inquiétudes qu'ils soulèvent peuvent nous être utiles à tous.

L'enjeu est de taille, mais le temps manque. Le ministre Seamus O'Regan l'a dit, « Nous ne voyons pas de modèle où on peut obtenir zéro émission d'ici 2050 sans le nucléaire ».

Bob Walker

Déclaration spéciale sur l'Ukraine

L'invasion de l'Ukraine par la Russie et les conséquences sur les populations civiles sont une chose terrible. Le CCTN soutient les efforts d'assistance et de dons à l'Ukraine. En plus d'envoyer de l'aide, notre meilleure contribution est d'offrir des conseils experts pour aider l'Europe et le monde à revoir leurs politiques énergétiques qui ont conforté la Russie à lancer cette offensive. L'électrification basée sur l'énergie nucléaire peut, si menée avec vigueur, casser la dépendance de l'Europe à l'égard du gaz naturel de la Russie et réduire fortement les GES de l'Europe.



Obligations vertes et résultats : Une question d'hypothèses

Écoblanchiment et obligations vertes « Le gros risque dans la finance durable est l'**écoblanchiment** », déclarait, en septembre 2019, le futur gouverneur de la Banque du Canada, Tiff Macklem, lors d'une conférence *Bloomberg* à Toronto. Depuis, peu a changé dans la finance verte ESG (projets environnementaux, sociaux, de gouvernance). Aujourd'hui, il n'existe aucune obligation verte qui soit assortie d'une conséquence explicite si le projet ainsi financé ne produit pas les résultats verts promis.

L'obligation verte de Bruce Power, lancée en novembre 2021, fait exception dans ce paysage. Les promesses que la société fait aux obligataires quant à l'évitement d'émissions de CO₂ découlant de ses activités financées par l'obligation sont fiables. Alors que l'éolien est aléatoire, variable, et qu'il tourne globalement, d'après les statistiques, à un faible taux de sa puissance, Bruce Power turbine toujours au fort de sa puissance – la même, et prévisible. De ce fait, l'obligation verte BP est une primeur dans le financement des sociétés d'électricité.

Le produit d'une obligation verte pourrait-il aider à financer l'électrification du chauffage de l'eau, par exemple, dans la ville de Toronto? Si ce projet reposait sur une production nucléaire ferme, disons sur des réacteurs qui fonctionnent régulièrement au ralenti lors d'une production de base excédentaire, l'émetteur de l'obligation verte pourrait alors promettre l'évitement ferme d'émissions de CO₂. Ça, ce n'est pas de l'écoblanchiment.

Les règles fédérales sur la finance verte ferment la porte au nucléaire Que dirait Tiff Macklem sur la direction prise actuellement par le Canada pour les obligations d'État vertes? Les récentes règles énoncées dans le *Cadre des obligations vertes* exclut le nucléaire, favorisant plutôt les dépenses publiques sur l'éolien et le solaire, à l'image de l'Allemagne. Que dirait Tiff Macklem de l'approche allemande? Est-ce un modèle à imiter, ou un fiasco à éviter? N'oublions pas que la transition énergétique (*l'Energiewende*) en Allemagne existe depuis 20 ans, que ce pays y a investi un demi-trillion d'euros. Résultat, les prix ont triplé, les émissions de CO₂ ont à peine baissé, et le pays accroîtra sa production fossile jusqu'à ce qu'il trouve un moyen de remplacer le gaz naturel russe.

Donc, après avoir dit pendant 20 ans au monde entier qu'elle se tournait vers l'énergie propre, l'Allemagne change de cap. *L'Energiewende* a échoué.

Que dire de la sagesse du Canada qui veut suivre l'exemple de l'Allemagne? Si l'Allemagne a échoué dans cette approche, après d'énormes et longs efforts, devrait-on attendre un résultat différent au Canada? L'Allemagne a prouvé que l'énergie renouvelable sans le nucléaire ne donnera jamais les résultats dont nous et le monde avons besoin, quels que soient les capitaux et le temps investis dans l'initiative. Prétendre que l'on réduit les émissions de CO₂ alors qu'en réalité on les accroît répond à la définition d'écoblanchiment.

Quand battre le cancer équivaut à le causer Le gouvernement fédéral canadien a exclu le secteur nucléaire de ses obligations vertes, cela aux côtés des produits du tabac et des jeux d'argent. Pourtant, les réacteurs nucléaires canadiens produisent des matériaux vitaux, comme le molybdène-99, l'isotope médical le plus utilisé dans le monde, et le cobalt-60 qui aide dans la lutte contre le cancer et qui sert à stériliser le sang pour les transfusions opérées sur les patients immunodéficients. Les réacteurs nucléaires CANDU ont aidé à éviter l'émission de centaines de milliards de tonnes de GES sur la planète. Le secteur nucléaire fournit des emplois stables, bien rémunérés, pour plus de 70 000 Canadiens, qui eux aussi contribuent à l'économie du pays. Or, d'après notre gouvernement, l'énergie nucléaire, qui aide à lutter contre le cancer ou à le prévenir, serait aussi nocive que le tabac. Le nucléaire, qui aussi aide à assainir l'air, serait aussi nocif que le tabac, qui le pollue. Inacceptable!

Il y a un rayon d'espoir, cependant. L'Ontario a annoncé qu'il créera un programme de compensation des émissions de carbone. Jusqu'à présent, le nucléaire n'est pas exclu des critères d'admissibilité.

La sortie de Pickering souligne l'urgence de planifier de nouvelles fournitures de vrac En 2024, la centrale nucléaire de Pickering quittera le réseau de l'Ontario. Notre province lanterne sur la route de l'électrification comme si de la nouvelle électricité apparaîtra par magie. Avant son investiture au ministère, le ministre fédéral de l'Environnement et du Changement climatique avait twitté un message de soutien à la fermeture de Pickering, contredisant ainsi son démenti à Glasgow quant à ses positions antinucléaires, et travaillant à miner les efforts menés pour combler la pénurie imminente de fourniture.

Quelques chiffres

Obligations vertes : la route de la perte ou de la rédemption Si vous étiez un investisseur obligataire sur le long terme, comment décideriez-vous dans quels titres verts investir? Un titre en vaut-il un autre? Disons que vous voudriez évaluer la performance d'une obligation verte qui a financé un ensemble de parcs éoliens d'une puissance totale de 120 MW. Une façon évidente de savoir serait de comparer la performance réelle de l'ensemble éolien avec celle déclarée dans l'obligation.



Supposons qu’une obligation verte a financé des parcs éoliens Suncor de l’Alberta et de l’Ontario, et que cette obligation prétend éviter l’émission de 138 758 tonnes de CO₂ par an sur cet ensemble éolien.

Cette hypothèse n’est pas difficile à calculer : $120\,000\text{ kW} \times 8760\text{ heures par an} = 1\,051\,200\,000\text{ kWh} \times 0,33\text{ (facteur de charge)} = 346\,896\,000\text{ kWh} \times 400\text{ grammes de CO}_2\text{ par kWh} = 138\,758\text{ tonnes}$. Une autre hypothèse est que chaque kWh produit par l’ensemble éolien remplace (ou efface) un montant équivalent de production fossile (au gaz naturel, en l’occurrence).

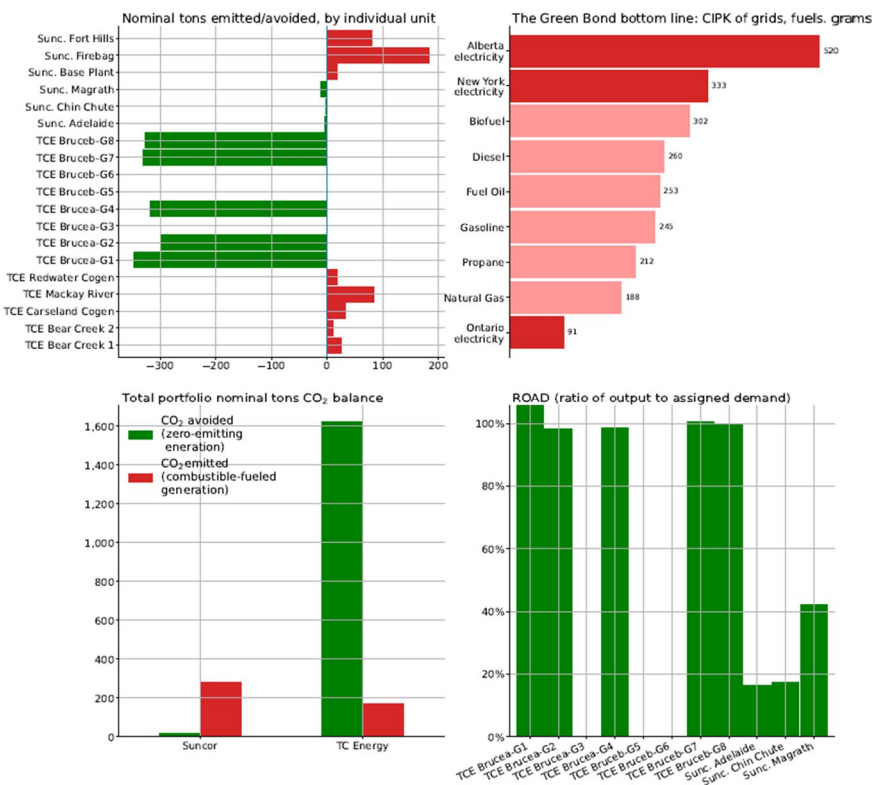
Hypothèse fausse Mais un kWh d’éolien remplace-t-il vraiment un kWh de production fossile? Le rendement éolien est surtout une variable aléatoire oscillant entre une puissance zéro et une puissance maximale. Statistiquement, la plupart des mesures de production éolienne se situent

au bas de l’éventail de valeurs possibles (d’où le facteur de charge de 0,33). La corrélation statistique avec la demande est faible. Étant donné que la fourniture d’électricité doit égaler la demande en tout temps, est-il exact de supposer que la puissance (MW) de l’éolien est systématiquement interchangeable avec la puissance (MW) du fossile? Non. Le graphique du bas, à droite, donne une image plus exacte de la capacité de l’ensemble éolien à remplacer dans le réel la production fossile – les parcs éoliens Suncor Adelaide, Chin Chute, et Magrath se trouvent en Ontario et en Alberta.

L’éolien : de l’énergie de base, pas vraiment

Bien que l’énergie éolienne soit souvent classée dans la fourniture de base, ou qu’elle soit soustraite de la puissance en réseau aux fins d’une stratégie de répartition, elle ne fait pas partie de la fourniture de base. Le gestionnaire du réseau ne décide pas qu’une tranche de la demande sera satisfaite exclusivement par de l’éolien. Il s’assure qu’il y a suffisamment de fourniture non aléatoire pour répondre à la tranche de demande qui inclut une portion de puissance éolienne. Dans un système fossile, comme l’Alberta, l’éolien ne remplace pas la production fossile.

Bilan CO₂ des portefeuilles de production électrique, Suncor et TC Energy en Ontario et en Alberta : Aperçu de l’heure précédant le vendredi 25 mars, à 7 h, heure de l’Est.



Hypothèse juste La production nucléaire, par contre, n’est pas une variable aléatoire. Le nucléaire tourne plus ou moins à pleine puissance, souvent pendant des centaines de jours à la fois. Un kWh de production nucléaire remplace, de fait, un kWh de fourniture de base fossile. D’où le ratio élevé (ratio entre la puissance utilisée et la puissance assignée) à la figure du bas, à droite.

Comparaison correcte Un futur investisseur dans des obligations vertes devrait disposer de ces faits pour comparaison, comme nous l’avons fait pour la figure ci-dessus. Dans le graphique du bas, à droite, les comparaisons sont des comparaisons par MW de puissance installée. Pour un type d’installation donné, plus la puissance totale installée (MW) est élevée, plus on peut déterminer son effet global sur le réseau auquel l’installation est raccordée. Avec les centrales nucléaires, qui tournent d’habitude au fort de leur capacité (MW), on verra une intensité carbone/kWh moins élevée – parce que toute la puissance (MW) nucléaire installée en service remplace un montant équivalent de MW fossiles. Par contre, seule 88 % au maximum de la puissance éolienne installée (MW) peut remplacer du fossile, et encore, cela ne se produit que rarement. La plupart du temps, la capacité de l’éolien à « remplacer » du fossile est de moins de 30 %; les 70 % restants de la tranche de puissance assignée sont fournis avec des productions alimentées par combustible. L’effet sur le réseau est montré sur le graphique du haut, à droite.



La plupart des émetteurs d'obligations vertes finançant des projets éoliens et solaires qui précisent la quantité de CO₂ évitée font l'erreur de supposer que chaque MWh produit par leurs projets permet de remplacer à 100 % un MWh de production fossile.

Nos principaux employeurs

Des « plus » chez Bruce Power La tranche 5 de la centrale a été mise hors service début février 2022 pour une maintenance planifiée après 591 jours de fonctionnement continu. Depuis le 21 juin 2020, ce sont 4,2 millions de tonnes de CO₂ qui ont été évitées grâce à ce réacteur, qui a aussi produit de l'électricité d'une valeur de 744 millions \$. C'est le 1^{er} janvier de cette année que BP a battu le record précédent de 556 jours sur ce réacteur. Ce mois de janvier a été particulièrement rude, et Bruce 5 a tourné à plus ou moins plein régime, comme l'ont fait tous les autres réacteurs en service de la province. Ce genre de record est courant dans le monde nucléaire. Rappelons-le encore, aucune autre catégorie de production électrique modulable ne peut égaler cette performance. Aucun autre système de production ne peut être adapté sur les sites d'exploitation actuels pour ne produire aucune émission de GES tout en générant des milliards de revenus pour les investisseurs.

Dans ce même temps de performance, Bruce 5 fabriquait aussi du cobalt-60, le radioisotope largement utilisé aujourd'hui pour stériliser les instruments médicaux, conserver les aliments, traiter les cancers et mesurer l'épaisseur de matériaux. Même pendant la maintenance, les travailleurs du CCTN récolteront du cobalt-60 sur le réacteur.

Côté PRM, le gouvernement canadien a annoncé le financement d'un microréacteur eVinci de 5 MW de Westinghouse. L'an dernier, Bruce Power s'est associée à Westinghouse pour déterminer la faisabilité d'utiliser ce réacteur dans les mines et les collectivités éloignées. La conclusion est certes positive, mais il n'y a vraiment qu'une seule collectivité éloignée au Canada, Iqaluit, où la demande d'électricité est comparable à la puissance du réacteur. Ceci dit, cette technologie de 5 MW ouvre la porte à de nombreuses collectivités éloignées qui pourraient en bénéficier plus tard.

OPG vise de nouvelles constructions hors Ontario au moment où le N.-B. lorgne le petit réacteur BWR de GE-Hitachi Dans notre Infolettre de décembre 2021, nous indiquions qu'OPG a choisi le PRM à eau bouillante de GEH pour Darlington B. Oui, nous continuons de presser OPG de revoir ses plans pour la centrale de Pickering, mais nous voulons aussi souligner l'importance de construire du nucléaire neuf en Ontario. Certes, du neuf permet de soutenir l'électrification en général, mais aussi cela rétablit notre plus gros employeur au rang de premier constructeur nucléaire du Canada. Voilà que tout d'un coup, OPG se fait essentielle dans la décarbonation de 4 provinces fossiles : Nouvelle-Écosse, Nouveau-Brunswick, Saskatchewan, et surtout l'Alberta. Le N.-B. s'apprête à construire, car il doit éliminer le charbon d'ici à 2030.

Par ailleurs, la nouvelle filiale d'OPG, PowerON, a annoncé mi-février un partenariat de 20 ans avec la Toronto Transit Commission (TTC). Notre Infolettre de septembre 2021 mentionnait la participation d'OPG au programme d'autobus électriques à batterie de la TTC. Dans un communiqué, OPG indique que PowerON aidera la TTC à « concevoir, construire, coinvestir et exploiter l'infrastructure électrique de chargement et autre en soutien à l'électrification de la TTC, de sa flotte et de ses installations ». Nous nous réjouissons de voir que cet important employeur rejoint les recommandations de la politique du CCTN sur l'électrification (*Electrification Policy Series*).

Laurentis, la filiale d'OPG, et BWXT progressent bien du côté services de santé. Début février, elles ont envoyé des cibles en molybdène à Darlington, où celles-ci seront bombardées par des neutrons dans les réacteurs pour la fabrication de Mo-99, l'isotope médical le plus utilisé dans le monde. Oui, l'électricité est importante, mais le nucléaire est plus que de l'électricité.

Énergie NB veut obtenir un permis à long terme pour sa centrale de Pt. Lepreau, malgré tout Un député libéral provincial du Nouveau-Brunswick se demande tout haut comment Énergie NB va réussir à obtenir à temps un permis et une nouvelle technologie nucléaire fin prête à l'échéance de l'élimination du charbon par le fédéral. Pour aider à remplacer le charbon de Belledune, René Legacy (député de Bathurst West-Beresford) voudrait que la société regarde vers l'Ontario, où OPG a récemment opté pour un petit réacteur à eau bouillante. Ces propos ont été tenus au moment où Énergie NB demandait à la CCSN de renouveler son permis de Pt. Lepreau en vue de prolonger de 25 ans l'exploitation de la centrale. Cette demande est présentée « *compte tenu des améliorations apportées par la [CCSN], mais aussi du très bon rendement en matière de sûreté et de fiabilité... dans toutes les centrales nucléaires canadiennes* », a déclaré le directeur des affaires réglementaires et externes d'Énergie NB, Jason Nouwens.

Or, le Nouveau-Brunswick bute actuellement sur la voie à prendre pour décarboner l'énergie. En lice, on trouve le nucléaire et les renouvelables, mais en réalité seul le nucléaire a prouvé qu'il peut fournir continuellement de l'énergie à zéro émission. L'éolien et le solaire sont populaires, mais inefficaces et non fiables.



Littéralement, l'énergie c'est ce qui nous permet de rester en vie en hiver. Nous sommes habitués à cette fiabilité, que nous prenons pour acquise. La question est la suivante : Choisirons-nous une fourniture continue d'énergie pour faire tourner notre société et notre économie, ou bien ferons-nous semblant de faire ce choix en comptant sur une fourniture continue d'énergie fossile?

Énergie NB estime qu'il lui coûte 1 cent par kWh pour « optimiser » l'effet de la variabilité de l'éolien sur le réseau. Optimiser l'éolien, c'est faire tourner des centrales au charbon pour équilibrer les hauts et les bas de l'éolien car, on le sait, l'offre doit toujours égaler la demande. D'où encore la question suivante : Si le gestionnaire du réseau doit équilibrer l'éolien avec d'autres producteurs, et que ceux-ci opèrent au charbon, quel est l'intérêt d'avoir de l'éolien? Le but ultime n'est-il pas de décarboner l'électricité?

Kinectrics s'investit dans les solutions pour les réseaux lourdement sollicités L'épisode de froid de fin janvier 2022 dans les régions est d'Amérique du Nord a posé un défi pour les sociétés d'électricité, notamment pour Hydro-Québec (HQ), qui représente le champion poids lourd du chauffage électrique. Le 21 janvier, HQ a produit plus de 40 300 MW d'électricité, déboutant le record de 39 900 MW atteint 10 jours plus tôt. La demande très lourde en chauffage a causé de nombreuses pannes sur le réseau québécois, avec notamment l'explosion de transformateurs, et cela aux pires heures du froid.

Quand le champion du chauffage électrique fait défaut à un moment aussi crucial, c'est grave. Que s'est-il passé? Réponse simple : la lourde demande maintenue sur de nombreux jours consécutifs (taux accru de perte de chaleur accumulée). Dès le début de janvier, la région connaissait une vague de froid arctique.

Québec a un réseau à très haute tension. Or, Kinectrics offre en particulier des services de diagnostic pour postes à haute tension. L'infrastructure électrique n'est jamais aussi crucialement importante qu'en temps de froid extrême, car les conséquences d'une défaillance sont bien plus graves qu'en temps de canicule. Hydro-Québec inclura sûrement dans l'évaluation rétrospective de ces pannes un moyen de renforcer la protection future de son réseau eu égard à de tels événements. Nous espérons que notre employeur Kinectrics jouera un rôle dans cette protection.

Cameco et la crise énergétique et politique au Kazakhstan Début janvier, des manifestations dans la région de Mangystau, au Kazakhstan, contre la flambée des prix du propane, utilisé pour le chauffage domestique et les transports, ont dégénéré en émeutes.

Le Kazakhstan est un fournisseur majeur d'uranium. On a demandé à Cameco de commenter l'impact de ces protestations sur les marchés mondiaux de l'uranium. Cameco a jugé qu'il est trop tôt pour dire si la situation pourrait aggraver les perturbations déjà en cours, comme la pandémie, ajoutant que ceci souligne l'importance de maintenir différentes sources de fourniture, comme les mines du Canada actuellement mises sous cocon. L'agence Reuters (É.-U.) en a déduit que Cameco était prête à reprendre la production à ces installations. Cameco s'est vue forcée de corriger le message.

En bref

Québec face aux défis des froids extrêmes Au Québec, le chauffage électrique représente la plus importante demande d'énergie, et de loin..., de loin aussi la plus importante demande à satisfaire pour Hydro-Québec. Bien que le réseau soit équilibré la plupart du temps, Québec exporte plus d'électricité vers l'Ontario qu'il n'en importe de cette province. Chaque mois, on observe entre 25 et quelque 100 changements dans la direction des flux à l'interconnexion. Et en épisode de froid extrême, l'Ontario est une source vitale de fourniture.

En fait, compte tenu de l'électrification massive en cours au Québec, l'électricien de la province constate qu'il doit réduire les attentes de futurs lourds consommateurs d'électricité, tels que les entreprises de cryptomonnaies, les gestionnaires de centres de données, ou les producteurs d'hydrogène, qui désirent profiter de l'énergie bas carbone du Québec. Un article récent du *Journal de Montréal* rapporte qu'Hydro-Québec a envoyé une lettre à près de 30 nouveaux consommateurs potentiels domestiques et étrangers dont la puissance dépasserait 50 MW. La lettre, en substance, exhortait ces utilisateurs à faire preuve d'une saine prudence dans la mise en place de leurs projets tant qu'ils ne sont pas clairement acceptés par Hydro-Québec. Les nouveaux projets potentiels à forte demande électrique prévus au Québec représentent une puissance de 10 000 MW. « C'est trop »... a indiqué le porte-parole de la société interrogé par le journal. « Même si on le voulait, il serait impossible d'alimenter tous ces projets. »

Compte tenu de cette réalité, il est surprenant que des gens pensent encore que le Québec pourrait alimenter l'Ontario toute l'année à coups de milliers de MW d'hydroélectricité. Le Québec vient tout juste d'entamer l'électrification automobile, qui porte sur quelque 8 millions de voitures. Ce projet, une fois terminé, ajoutera une nouvelle demande de chauffage en hiver. Les défis hivernaux du Québec en seront d'autant accrus. Des entreprises comme Kinectrics sauront aider Hydro-Québec à alimenter ses clients en toute fiabilité en temps de froid extrême. À aucun moment l'hydraulique du Québec ne pourrait remplacer les puissantes fournitures d'électricité de base de l'Ontario.



D'autres ont dit aussi...

Comment OPG a-t-elle choisi le PRM BWR de GEH pour Darlington? Un initié nous explique en détail

« ... De quoi aurons-nous besoin à l'avenir? On pourrait commencer avec un PRM, car ce réacteur est modulaire, et il est possible d'en construire plusieurs rapidement. Nous avons exploré ça et avons défini quelques critères simples. Êtes-vous intéressé au Canada? Y a-t-il des considérations géopolitiques qui vous excluraient? Est-ce la bonne taille? A-t-il le niveau de conformité technologique voulu de sorte que le permis de construire soit prêt pour 2022 et le réacteur mis en service en 2028? On a utilisé ce genre de critères, puis on s'est dit retenons 10 options. Nous avons vu les fournisseurs et leur avons demandé de nous montrer leurs propositions. Pas du nouveau, montrez-nous juste ce que vous avez. Ceci fait, nous avons retenu 6 options... Bon, maintenant il nous faut parler sérieusement des caractéristiques. Nous allons comparer avec ma liste de paramètres, leur poser un tas de questions, prendre le temps de discuter avec le [vendeur]... Et puis, à l'automne 2020, il nous restait 3 options.

« ... Soyons réalistes. Ce que nous visons, ce sont d'autres options à zéro ou faible émission de GES. En Ontario, nous prévoyons qu'il y aura un besoin accru d'électrification, dans le chauffage, les transports. Le réseau électrique de l'Ontario est à 90 % sans émission...

« ... À dominante hydraulique, nucléaire, avec un peu d'éolien et de solaire. Et nous faisons tourner des centrales au gaz seulement au besoin. Pas de charbon. La fermeture du charbon et son remplacement il y a dix ans par la remise en service de réacteurs nucléaires ont joué gros dans la lutte climatique. Nous avons montré que c'est faisable.

« ... Donc, nous savons que le nucléaire a une contribution à faire. Nous avons fait des projections sur 20 ans, 30 ans. Or, il n'y a pas grand-chose que nous pouvons faire eu égard au réseau. Mais on peut jouer gros dans les transports, l'industrie, le chauffage des bâtiments. Il faut que les gens cessent de chauffer au gaz, de rouler à l'essence. Pour cela, la seule façon est de produire de l'électricité propre à un bon tarif et d'avoir les bons moyens de la livrer aux clients... » [traduction]

Source : Entrevue *Titans of Nuclear* avec Robin Manley, V.-P., Développement nouveau nucléaire, Ontario Power Generation. Publiée le 10 novembre 2021 (avant qu'OPG ait annoncé son choix sur le PRM de GEH).

<https://www.titansofnuclear.com/experts/robinmanley>.

Faut-il le répéter?

(Explosion de gaz du 26 août 2021 à Wheatley (ON); voir aussi l'Infolettre de Sept. 2021)

« Près de 300 résidents de Wheatley ne peuvent toujours pas retourner chez eux, et 38 entreprises sont toujours fermées. On ne sait pas quand et si ces gens pourront rentrer chez eux pour de bon – ou si les bâtiments pourront être reconstruits. [Don Shropshire, directeur général, Chatham-Kent] a déclaré qu'il pourrait être impossible de rouvrir un jour la zone autour de l'explosion.

« Après le choc, c'est la consternation et la colère chez les habitants, furieux de voir que rien n'a été fait pour résoudre le mystère de l'explosion et commencer les réparations. La province a promis une aide de 3,96 millions \$, mais nombre de commerçants disent encore l'attendre, jugeant que les paiements seront bien inférieurs à leurs besoins de reprise. » [traduction]

Source : « Mysterious Gas Leak Unnerves Canadian Town », The New York Times, 11 janvier 2022.

<https://www.nytimes.com/2022/01/11/world/canada/wheatley-ontario-gas-explosion.html>

Infolettre CCTN CNWC est publiée quatre fois par an par le Conseil Canadien des Travailleurs du Nucléaire.

Éditeur : Bob Walker
Rédacteur en chef : Steve Aplin
Traduction : Galatée Translation
bwalker@cnwc-cctn.ca

Tél. : 416 804-5542
244, av. Eglinton Est, Toronto ON M4P 1K2

Conseil Canadien des Travailleurs du Nucléaire
La voix du monde du travail nucléaire

Le Conseil Canadien des Travailleurs du Nucléaire (CCTN) est l'organisation-cadre regroupant les syndicats des travailleurs de l'industrie nucléaire canadienne. Depuis 1993, date de sa fondation, le CCTN représente tous les secteurs du nucléaire : services publics d'électricité, extraction et traitement de l'uranium, production de radio-isotopes industriels et médicaux, recherche nucléaire, construction et métiers spécialisés de l'Ontario, et conseils du travail locaux.

Syndicats membres du CCTN : Association internationale des combattants du feu • Conseil des travailleurs unis de l'énergie atomique • Syndicat canadien de la fonction publique • Fraternité internationale des ouvriers en électricité • Association internationale des machinistes et des travailleurs de l'aérospatiale • International Federation of Professional and Technical Engineers • Syndicat des travailleurs et travailleuses du secteur énergétique • Provincial Building and Construction Trades Council of Ontario • Institut professionnel de la fonction publique du Canada • Society of United Professionals • Société des ingénieurs professionnels et associés • Syndicat des Métallistes • UNIFOR • District Labour Councils (Grey/Bruce, Durham, Lindsay, Northumberland, et Saint John)